

EDUCATION

REVUE DE PRESSE

EDUCATION : REVUE DE PRESSE DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022- Edition 0032

Perturbations de l'école : Le G7 alerte le gouvernement



Crise scolaire : La COSYDEP appelle au dialogue



CRISE SCOLAIRE : Les négociations dans l'impasse



REVUE DE PRESSE 32

DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022

Paralysie du système scolaire : 7ème plan d'actions des syndicats

L'école sénégalaise va connaître encore cette semaine une paralysie à cause des grèves d'enseignants. Des membres du SAEMSS et leurs collègues du CUSEMS ont décidé de dérouler leur 7ème plan d'actions à compter de ce lundi, 31 janvier. Celui-ci, comme l'a souligné Mbaye Sarr, porte-parole du SAEMSS, sera marqué par un port de brassards rouges dans tous les établissements, ce lundi matin. Cet acte sera suivi, le mardi 1er et le mercredi 2 février, par une grève totale sur l'étendue du territoire national, a dit le syndicaliste. M. Sarr demande à tous les enseignants de respecter scrupuleusement ce mot d'ordre. Les deux syndicats d'enseignants réclament du gouvernement l'application des conclusions du rapport sur le système de rémunération des agents de la Fonction publique et le relèvement du solde indiciaire.

Promotion de la recherche : Les recommandations du Pr Amadou Gallo Diop



L'Académie Nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (Ansts) a organisé le 28 janvier dernier, sa séance académique mensuelle. A cette occasion, le Pr Amadou Gallo Diop, Directeur général de la recherche et de l'innovation au Ministère de l'Enseignement supérieur, a partagé ses constats de recherche et formulé des recommandations pour la promotion du secteur. Dans sa communication, il en ressort des recommandations relatives à l'organisation, levée de fonds, la gouvernance, les collaborations, l'harmonisation et la mutualisation des personnels et matériels, les formations et l'amélioration des contacts et des partages des résultats et produits de la recherche et de l'innovation avec les communautés, l'industrie et l'entreprise.

Formation : L'Ecole Polytechnique de Thiès vise 200 diplômés par an

L'Ecole Polytechnique de Thiès (EPT) a abrité le lancement du projet « Unesco-Cfit III, « un enseignement technique supérieur en Afrique, pour une main d'œuvre technique et innovante ». Avec cette démarche, les institutions de formation d'ingénieurs se réadaptent pour plus d'adéquation entre la formation et l'emploi. L'EPT qui est déjà dans cette dynamique avec son Plan stratégique, affirme le Directeur Alassane Diène, vise l'objectif de mettre annuellement 200 nouveaux ingénieurs sur le marché du travail. Financé par la République de Chine qui a mis un fonds de dépôt au niveau de l'Unesco et destiné à l'Afrique, le projet « Unesco-Cfit III, selon Alassane Diène, va accompagner les institutions de formation d'ingénieurs, en l'occurrence l'EPT et l'Ecole Supérieure Polytechnique (ESP) de Dakar, dans la formation basée sur l'approche par la compétence.

REVUE DE PRESSE 32

DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022

Anapees sur les accusations : « Les enseignants veulent massifier les écoles privées »



La grève des enseignants du moyen secondaire s'intensifie, pour demander le respect des accords signés par le gouvernement. C'est ainsi que l'Association Nationale des Parents d'Elèves et Etudiants du Sénégal (Anapees) a tenu un point de presse, mardi, à Thiès, pour tirer la sonnette d'alarme. Selon le Président Massar Talla Diop, professeur d'anglais à la retraite, « les enseignants veulent massifier les écoles privées qui leur appartiennent, au détriment du public ».

Perturbations de l'école : Le G7 alerte le gouvernement



Les syndicats membres du G7 ont alerté ce mardi le gouvernement sur les conséquences qu'ils qualifieraient de désastreuses que pourrait engendrer la non-résolution de la question des accords. Le G7 faisait face à la presse pour dénoncer des manquements dans la mise en œuvre ainsi que les résultats attendus des accords. "Après plusieurs semaines d'actions pour le respect des questions nodales consignées dans le protocole d'accords de 2014, le G7 interpelle le chef de l'Etat sur le respect des protocoles d'accord avec les syndicats d'enseignants. Mais aussi sur la nécessité pour le gouvernement de s'engager résolument vers leur matérialisation afin de répondre à la forte attente des travailleurs », a d'emblée indiqué le G7.

SAINT-LOUIS : Les élèves du public délogent ceux du privé

Pour partager la désolation et les inquiétudes qui les habitent, les élèves de Saint-Louis sont descendus, ce mardi, dans les rues de la vieille cité, pour attirer l'attention des autorités. Après une assemblée générale au lycée Charles de Gaulle, ils sont allés déloger les élèves des différentes écoles privées du faubourg de Sor, avant d'être dispersés par des jets de bombes lacrymogènes de la police. Très déterminés pour sauver leur avenir fortement hypothéqué, les élèves des lycées et collèges de Saint-Louis promettent de revenir et d'intensifier la lutte dans les prochains jours. Malgré l'appel des associations de parents d'élèves et des organisations de la société civile pour le retour des enseignants dans les salles de classe, les syndicalistes poursuivent toujours leur grève.

REVUE DE PRESSE 32

DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022

21 ans après sa mort : Toujours pas de justice pour Balla Gaye



Le collectif des étudiants de l'UCAD a rendu, ce lundi 31 janvier 2022, un vibrant hommage à l'étudiant Balla Gaye, tué le 31 janvier 2001, suite aux affrontements entre forces de l'ordre et étudiants qui réclamaient le paiement de leurs bourses. Ses camarades exigent toujours que justice soit rendue sur cette disparition brutale survenue au campus. Ils étaient réunis autour de la stèle érigée en sa mémoire au campus social de l'UCAD.

Le Soleil

Crise scolaire : Les négociations reprennent

Acculé de toute part, le gouvernement engage le combat de l'apaisement du milieu éducatif, perturbé depuis deux mois par la grève des enseignants. C'est tout le sens de l'invite de Mariama Sarr, ministre de la Fonction publique et du Renouveau du service public. Qui, dans un communiqué rendu public, invite les parties prenantes autour d'une table pour un dénouement heureux de leurs désaccords. « Au terme des rencontres sectorielles, une séance plénière de restitution des conclusions a été tenue le 07 janvier 2022. Au cours de cette séance, la plénière a retenu l'organisation d'un atelier de recueil de propositions relativement aux questions portant, d'une part, sur le système de rémunération spécifique aux enseignants et, d'autre part, sur la demande de création de corps d'administrateurs scolaires dans le secteur public de l'éducation et de la formation », rappelle Mariama Sarr.

Walf Quotidien

Crise scolaire : Le G20 et le Sadef activent leurs plans d'actions

Les syndicats d'enseignants, réunis au sein du G20, ainsi que leurs collègues du Sadef (Syndicat autonome pour le développement de l'éducation et de la formation) ont décidé d'emboîter le pas à leurs camarades de l'alliance Cusems- Saemss en grève depuis lundi dernier. Ces deux structures ont entamé ce mardi 1er février, l'exécution de leur plan d'actions pour réclamer du gouvernement le respect des accords signés. Ce plan d'action est marqué, entre autres, par une grève totale de deux jours (mardi 1er et mercredi 2 février) sur l'étendue du territoire national. Comme l'a souligné Mbaye Sarr, le Secrétaire général du Sadef, au téléphone, ce syndicat exige du gouvernement l'application des conclusions du rapport sur le système de rémunération des agents de la Fonction publique déposé sur la table du gouvernement depuis décembre 2015.

Le Soleil

REVUE DE PRESSE 32

DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022

Crise scolaire : La COSYDEP appelle au dialogue

Grèves totales, succession de débrayages et manifestations de rue... C'est dans ce cycle peu reluisant que baigne l'école sénégalaise depuis maintenant plusieurs mois. Ce qui n'est pas sans grandes conséquences sur le quantum horaire. Ainsi, la COSYDEP veut jouer au sapeur-pompier pour sauver l'année scolaire. Dans un communiqué, parvenu à « L'As », Cheikh Mbow et Cie ont appelé l'Etat et les syndicalistes à discuter sans impacter les enseignements-apprentissages. « La COSYDEP appelle les syndicats d'enseignants et le gouvernement du Sénégal à créer les conditions assurant la continuité des enseignements. Pour ce faire, les parents et autres organisations citoyennes devraient jouer pleinement leur rôle », a invité la coalition.

L'As

Cri du cœur des élèves de Diourbel : « De grâce, laissez-nous étudier »

Ce mardi, les élèves de la commune de Diourbel ont boudé les salles de classe en improvisant une marche qui les a menés jusque devant les grilles de la gouvernance. A l'origine de ce mouvement d'humeur, ils exigent une trêve dans le bras de fer entre les syndicats d'enseignants et l'Etat afin de pouvoir terminer leurs programmes. Par cette démarche, ils expriment leur courroux par rapport au bras de fer entre les syndicats d'enseignants et l'Etat du Sénégal, qui dure depuis un bon moment. Et ce sont les pensionnaires du lycée technique Ahmadou Bamba (Ltab) qui ont pris l'initiative d'interrompre les cours un peu après huit heures. Ils sont allés déloger leurs camarades des autres lycées et collèges du privé.

L'As

Crise scolaire : La Fef rappelle à l'Etat sa responsabilité régalienne

La crise que traverse actuellement l'école sénégalaise laisse perplexe la Fédération de l'éducation et de la formation (FEF). Cette organisation faitière est sortie en effet de sa réserve, ce mardi, pour dénoncer les conséquences de la crise scolaire qui les affectent. Face à cette situation, la FEF interpelle l'Etat pour lui demander de faire valoir sa responsabilité régalienne relative à la protection des citoyens et de leurs biens. "Depuis quelques jours, l'école sénégalaise traverse une crise qui affecte tous les segments du système éducatif, y compris le sous segment de l'enseignement privé. Nous constatons que les élèves grévistes arrivent à déloger leurs camarades des établissements privés d'enseignement sur l'étendue du territoire national. Le niveau de violence a commencé à causer des dommages et préjudices : inestimables avec des bus saccagés et plus gravement des élèves blessés », a décrié la FEF dans un communiqué rendu public.

Vox Populi

REVUE DE PRESSE 32

DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022

AUTOPSIE : Les étudiants de l'Université de Bambey en grève

Les pensionnaires de l'UADB ont déserté les amphithéâtres, mercredi, pour investir les rues de la ville éponyme. Durant un moment, ils ont perturbé la circulation. Selon le porte-parole du jour des étudiants, Justin Mendy, les étudiants sont sortis pour réclamer, entre autres, la restauration des instances de représentativité telles que la Coordination des étudiants de l'UADB, les amicales ainsi qu'une autopsie sur l'étudiant décédé suite à l'intoxication alimentaire survenue dans la nuit du 15 au 16 novembre dernier et la prise en charge totale des victimes de cette affaire qui continue de défrayer la chronique dans le campus social. Selon Justin Mendy, les étudiants ne veulent avoir comme interlocuteur que le Recteur, mais plutôt les autorités étatiques de la localité.

Le Soleil

Grèves : Les recommandations du Collectif des gouvernements scolaires

Le Collectif des gouvernements scolaires demande à l'État du Sénégal de prendre ses responsabilités. Il en est de même pour les parents d'élèves dont ils dénoncent le mutisme. Car, les grèves constatées çà et là, depuis un certain temps, ont des conséquences sur les performances des élèves. Entre autres, la baisse du niveau... « Les élèves ne nourrissent plus l'envie d'apprendre. Nous craignons aussi pour nos examens, parce que l'État a choisi comme date le 1er juillet et jusqu'à présent, rien n'est changé, malgré les perturbations », s'inquiète le président du collectif. Il a ainsi demandé aux parents d'élèves de s'impliquer dans la recherche de solutions, à l'État de prendre ses responsabilités et aux enseignants de faire les choses comme il se doit.

L'Evidence

ABBÉ GEORGES GUIRANE DIOUF : « Que les élèves du public nous laissent dans la quiétude »

Le Directeur de l'enseignement catholique de Dakar, l'Abbé Georges Guirane Diouf, évoquant le délogement, caillassage, saccage et insécurité que subissent « ses » établissements dernièrement, a déploré l'attitude des élèves grévistes du public, appelant ainsi les autorités à veiller à leur protection et aux grévistes de revenir à la raison. Interpellé sur la grève des élèves du public qui perturbent également les enseignements dans le privé, le directeur de l'Enseignement catholique de Dakar constate pour le déplorer que, depuis quelques temps, les élèves du public délogent « les élèves des écoles privées catholiques qui travaillent normalement ». Reconnaisant leur revendication, il a toutefois souligné que ce problème doit être réglé au sein du système public.

Kritik'

REVUE DE PRESSE 32

DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022

Crise à l'école : La colère des parents d'élèves du privé

A chaque mouvement de grève des enseignants, ils sortent aussi pour déloger leurs camarades du privé, qui ne sont pas affectés par les mouvements d'humeur. Cette attitude n'est pas du goût des parents d'élèves du privé. En conférence de presse hier, la Fédération des associations nationales des parents d'élèves du privé du Sénégal a fustigé ce comportement des potaches du public. « Même s'ils défendent leurs intérêts, remarque Henri Benoît Diadhieu, cela ne leur donne pas le droit de déloger leurs camarades du privé ». Le président de la Fédération des associations des parents d'élèves du privé du Sénégal est irrité par cette situation : « Ils ont fait sortir des élèves avec violence, alors que certains avaient commencé leurs évaluations, ils ont caillassé des bus au collège Notre dame du Liban et défoncé les portes de certains établissements scolaires à Dakar, tout comme dans les régions.

Crise du système éducatif : Les directives du chef de l'Etat en Conseil des ministres

La crise du système éducatif qui électrise le pays est telle qu'elle ne pouvait être occultée en Conseil des ministres. D'ailleurs, le chef de l'Etat a ouvert sa communication sur ce sujet en évoquant la consolidation de la stabilité sociale dans le système éducatif. A ce sujet, renseigne le communiqué, le président demande au gouvernement de veiller à la sécurisation de l'espace scolaire et à l'ancrage durable d'un dialogue social constructif et responsable dans le système éducatif. Et pour que nul n'en ignore, il invite, dans cet esprit, le gouvernement à communiquer au public, à travers un Mémorandum exhaustif, sur les acquis, réalisations et avancées sociales notables, accomplis ces dix (10) dernières années en matière d'éducation et de formation, notamment en ce qui concerne la revalorisation de la fonction enseignante.

Le secrétaire général du CUSEMS vilipende la présidente du Conseil du dialogue social



En tournée d'informations et de mobilisation de ses troupes dans le département de Saint-Louis, le secrétaire général national du CUSEMS, Abdoulaye Ndoye, a présidé hier, au lycée Cheikh Oumar Foutiou Tall, une assemblée générale des membres du Cadre unitaire des enseignants du moyen-secondaire. Une tribune que le leader syndical a saisie pour tirer à boulets rouges sur la présidente du HCDS, Innocence Ntap Ndiaye, avant de la disqualifier de la suite des négociations entre gouvernement et syndicats d'enseignement.

REVUE DE PRESSE 32

DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE : Validation d'un guide d'éducation religieuse



L'introduction de l'éducation religieuse au niveau des structures de Développement intégré de la petite enfance (Dipe) sera bientôt une réalité. Le guide vise à améliorer la qualité des enseignements-apprentissages dans le préscolaire. D'après la Directrice générale de l'Agence nationale de la petite enfance et de la case des tout-petits, Maimouna Cissokho Khouma, c'est dans l'optique de diversifier les offres de prise en charge de la petite enfance que l'Etat du Sénégal a opté pour une intégration de l'éducation religieuse dans les structures de Dipe. À son avis, l'introduction des activités d'éducation religieuse ou d'éveil religieux, constitue une piste appropriée pour une mise en adéquation entre l'offre et la demande.

Le Soleil

CRISE SCOLAIRE : Les négociations dans l'impasse

La crise dans le secteur de l'éducation est loin de trouver un dénouement. La rencontre entre le gouvernement et le G7 qui a eu lieu ce jeudi 3 février 2022, dans un contexte de perturbation dans le système éducatif, n'a pas permis de lever les menaces qui pèsent sur l'année scolaire. Aucune avancée « significative » n'a pu être actée concernant la problématique du système de rémunération. Selon les syndicats d'enseignants, le gouvernement n'a pas fait de « propositions concrètes concernant la correction du système de rémunération des agents de l'Etat ». En effet, les deux parties se sont donné rendez-vous dans quinze jours pour la poursuite des négociations, en vue de trouver une panacée à la crise. « Après de larges discussions, les parties ont convenu de la mise en place d'une Commission technique devant boucler ses travaux dans le délai maximum de quinze jours », affirme le ministère de la Fonction publique dans un communiqué. A en croire les enseignants, cela montre que « l'école n'est pas la priorité du gouvernement ».

Quotidien

UQAM : Des étudiants vulnérables en cas de conflit avec leur professeur

Dans son rapport 2020-2021, la protectrice universitaire de l'UQAM, Me Dominique Demers, souligne que la question a déjà « fait l'objet de nombreuses discussions et recommandations » dans le passé par sa prédécesseure. « Après moins d'un an en fonction, je constate qu'il y a également lieu que j'intervienne sur ce sujet. » Les difficultés relationnelles que vivent les étudiants avec les professeurs qui dirigent leurs recherches sont « les dossiers les plus longs, complexes et délicats à traiter depuis [son] arrivée », particulièrement au doctorat, écrit-elle. Les étudiants qui ont interpellé la protectrice de l'UQAM à propos de ces questions « hésitent à autoriser une intervention auprès de leur direction de programme, de peur de mettre en péril la poursuite de leurs études », par « crainte de représailles, de perte de financement et de stigmatisation ».

La Presse

REVUE DE PRESSE 32**DU 31 JANVIER AU 04 DECEMBRE 2022**

Université payante : Les questions que soulève le débat

Une réforme "systémique" des universités françaises pour les rendre plus "professionnalisantes". C'est ce qu'Emmanuel Macron a annoncé vouloir mettre en place, le 13 janvier dernier, en clôture du Congrès de la conférence des présidents d'universités. Depuis, le débat s'est installé. Christine Musselin, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de la transformation de l'enseignement supérieur, répond aux questions de Capital. La situation est très variée selon les pays. Au Danemark et en Allemagne, par exemple, il n'y a aucun droit d'inscription. À l'opposé, il y a le système des États-Unis, avec des établissements très onéreux.

Capital

Afghanistan : Une timide réouverture des universités

C'est un symbole ténu, mais un symbole tout de même. Mercredi 2 février au matin, les universités publiques ont pu rouvrir dans six provinces d'Afghanistan, pour la première fois depuis la chute de Kaboul et le retour des Talibans au pouvoir il y a presque six mois. Quelques dizaines d'étudiantes ont donc été autorisées à venir dans les facultés. Jusqu'à présent, seules les écoles supérieures privées - une centaine environ - avaient pu reprendre les cours progressivement depuis septembre. Cependant, les conditions d'accès des femmes aux universités sont strictes. Elles sont séparées des hommes. Les femmes ont cours le matin et les hommes l'après-midi car les Talibans considèrent que "la co-éducation des hommes et des femmes n'est pas conforme à la loi islamique".

France Info